

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017

Le Conseil de Communauté est invité à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), afin de discuter des grandes orientations du prochain budget primitif, conformément à l'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales. La tenue d'un DOB est obligatoire, et ce dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

A ce titre, l'article 107 de la Loi Notre (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 07 août 2015, modifie les conditions de présentation du DOB puisqu'il doit faire l'objet désormais d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

Le présent document abordera donc successivement :

- le contexte socio-économique et l'environnement général,
- l'analyse de la situation financière et fiscale de la communauté de communes : données et ratios généraux, fiscalité, endettement,
- les éléments de perspectives 2017

Des changements seront induits par la Loi NOTRe (Nouvelle Organisation du Territoire de la République) : dès le 1er janvier 2017, la CCST sera compétente en matière de création et gestion des aires d'accueil des gens du voyage. La compétence « développement économique » sera étendue à l'ensemble des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique. Toutes ces compétences transférées constituent des transferts de charge pour la Communauté de Communes et devraient impliquer leur évaluation par la CLECT.

1 – LE CONTEXTE NATIONAL

• La croissance

La progression du produit intérieur brut (PIB) ne devrait finalement atteindre que 1,2 % en 2016, a indiqué l'Insee, soit autant qu'en 2015 et moins que les 1,3 % encore espérés par l'Institut il y a deux mois.

Le programme de stabilité a été construit sur la base d'un scénario macroéconomique de poursuite de la reprise économique française en 2016 et en 2017 soit 1,5% chaque année après 1,3% en 2015 et 0,5% en moyenne entre 2012 et 2014.

Avec les sorties de récession russe et brésilienne et un sursaut américain après une année 2016 médiocre, la croissance mondiale sera plus forte en 2017 mais n'accélérera pas en 2018.

Dans son projet de loi de finances rectificative de fin d'année (PLFR), le gouvernement vise une croissance de 1,5 % en 2017.

• L'inflation

A fin décembre 2016, l'inflation est de 0,60 % par rapport à décembre 2015. Sur un mois l'évolution de l'indice des prix est de 0,30 %.

La hausse des prix à la consommation sur le mois résulte du rebond principalement saisonnier des prix des services. Les prix de l'énergie et de l'alimentation augmentent au même rythme qu'en novembre. Enfin, les prix des produits manufacturés sont stables après une légère baisse en novembre.

• Le chômage

Malgré une légère hausse trimestrielle des chiffres du chômage de l'Insee, les bons résultats qui sont enregistrés en matière de créations nettes d'emploi se traduisent par une baisse notable du chômage sur un an, la plus forte depuis huit ans. Mais ces résultats, devront être consolidés et amplifiés, notamment pour faire face à la croissance de notre population active.

• Le déficit

L'objectif de revenir sous 3 % de déficit en 2017 sera tenu. Il permettra de stabiliser la dette publique sous le seuil des 100 % du PIB puis de réduire son poids.

• La dette publique

2160,4 milliards d'euros. C'est le montant de la dette publique de la France au troisième trimestre, selon les données publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Ce montant est en baisse de 10,3 milliards par rapport au trimestre précédent. Rapportée à la richesse nationale, cette dette de l'ensemble des administrations publiques atteint 97,6% du PIB, contre 98,4% à la fin du deuxième trimestre de l'année.

2 – Loi de Finances 2017 :

L'ODEDEL :

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2014-2019 a institué un objectif d'évolution de la dépense locale (ODEDEL), exprimé en pourcentage d'évolution annuelle. Pour 2017, l'objectif d'évolution de la dépense publique locale (ODEDEL) serait de + 2% dont +1,7% pour les dépenses de fonctionnement et +3% pour l'investissement

Déclinaison de l'ODEDEL Catégorie de collectivité	2017
Collectivités locales et leurs groupements	2,0%
dont évolution des dépenses de fonctionnement	1,7%
Bloc communal	2,1%
dont évolution des dépenses de fonctionnement	1,3%
Communes	2,1%
dont évolution des dépenses de fonctionnement	1,3%
EPCI	2,1%
dont évolution des dépenses de fonctionnement	1,3%
Départements	2,2%
dont évolution des dépenses de fonctionnement	2,6%
Régions	0,8%
dont évolution des dépenses de fonctionnement	1,1%

ODEDEL

L'objectif d'évolution de la dépense locale (ODEDEL) est un outil de pilotage indicatif de la dépense locale. Il a été créé par l'article 11 de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour la période 2014-2019. Il y est disposé que « les collectivités territoriales contribuent à l'effort de redressement des finances publiques, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées. Il est institué un objectif d'évolution de la dépense publique locale, exprimé en pourcentage d'évolution annuelle et à périmètre constant ». **L'ODEDEL reste purement indicatif et sans valeur contraignante.** Les LPFP ne sont pas de nature budgétaire et les normes de dépenses qu'elles contiennent ne sauraient définir des enveloppes limitatives de crédits ; en pratique un objectif global de dépense publique locale ne saurait être valablement opposé à une collectivité compte tenu du principe de libre administration, principe de rang constitutionnel, qui s'impose au législateur et à toutes les autorités administratives. (article 72 de la Constitution).

Dotations :

S'agissant de la DGF, sa réforme qui était annoncée a finalement été abandonnée par le gouvernement. La CCST continuera donc de subir sa diminution et ce malgré la diminution de la contribution au redressement des finances publiques du bloc communal qui devrait passer de 2 milliards à 1 milliard en 2017.

Une baisse des dotations 2017 allégée pour le bloc communal.

La ponction additionnelle sur la DGF est répartie comme l'an dernier, mais avec une division par 2 de l'effort du bloc communal, soit :

- Communes : 725 M€ (27,5%)
- EPCI à fiscalité propre : 310 M€ (11,8%)
- Départements : 1 148 M€ (43,6%)
- Régions : 451 M€ (17,1%)

Fiscalité :

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives de 0,4 % en 2017

EVOLUTION VARIATIONS NOMINALES (en %)							
2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1,20	2,00	1,80	1,80	0,90	0,90	1,00	0,40

Charges de personnel :

- Revalorisation du point d'indice de la fonction publique de 0,6 % à compter de février 2017.
- Revalorisation des grilles indiciaires avec création d'une cadence unique d'avance d'échelon.
- Augmentation des charges patronales CNRACL, IRCANTEC, A.T.

F.P.I.C. :

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Cette solidarité au sein du bloc communal s'est mis en place progressivement : 150 millions d'euros en 2012, 360 millions d'euros en 2013, 570 en 2014, 780 en 2015 pour atteindre à partir de 2016 et chaque année, 2 % des ressources fiscales communales et intercommunales, soit plus d'un milliard d'euros.

Le FPIC n'augmentera pas de 150 millions d'euros comme prévu en 2017, a annoncé Manuel Valls le 5 septembre. Un gel approuvé par les collectivités contributrices, mais aussi par le Comité des finances locales et plusieurs associations d'élus.

3 – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

L'analyse rétrospective de la « santé » financière de la communauté de communes constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en exploitation qu'en matière patrimonial. En effet la structure du budget d'une année et les perspectives financières à moyen terme ne sont jamais déconnectées des budgets antérieurs et doivent intégrer les réalisations passées, qu'elles soient positives ou négatives.

A – ANALYSE RETROSPECTIVE 2013 – 2016

➤ Recettes d'exploitation

En Milliers d'Euros				
	2013	2014	2015	2016
OPERATIONS REELLES DE L'EXERCICE	13 607	14 452	15 070	15 141
(Recettes de fonctionnement hors produits financiers et exceptionnels)				
→ Fiscalité Directe Locale	10 289	11 282	12 326	12 207
* Taxe Habitation Foncier non bâti & Taxe additionnelle au non bâti	4 007	4 287	4 511	4 640
* Contribution Economique Territoriale (CET)	3 181	3 763	4 387	3 904
(Dont CFE, CVAE, TASCOM et IFER)				
* T.E.O.M.	4 932	5 063	5 259	5 494
* F.N.G.I.R.	-1 831	-1 831	-1 831	-1 831
→ FPIC - Fonds de Péréquation des ressources communales & intercommunales	0	0	0	0
→ Dotations et participations	2 983	2 854	2 409	2 294
* DGF 2 234	2 046	1 774	1 503	
* Compensation fiscales	191	180	193	164
* Fonds de concours de communes	0	0	0	37
* Aides CAF & Eco emballage	558	628	442	590
→ Autres Recettes	335	316	335	640
* Attribution de Compensation	20	20	20	20
* Atténuation des charges	126	133	165	29
* Encaissement des Régies	33	32	30	32
* Remboursement des communes pour mutualisation	0	0	25	413
* Produits de Gestion Courantes	156	131	95	146

Le produit de la fiscalité est la principale recette. La diminution constatée entre 2016 et 2015 de 0,97% est due à un rattrapage de CFE sur 3 ans
Quelque soit la fiscalité, les taux n'ont subi aucune augmentation pour cette période.

Evolution Produit de la Fiscalité Directe Locale

Taxe d'Habitation

Montant						
€	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Bases nettes	36 668 297	38 632 560	40 498 003	41 484 192	43 358 986	44 303 685
Taux d'imposition	10,21%	10,21%	10,21%	10,21%	10,21%	10,21%
Produit	3 743 829	3 944 409	4 134 737	4 235 422	4 426 948	4 523 501

Evolution nominale						
%	Moyenne	2012	2013	2014	2015	2016
Bases nettes	3,9%	5,4%	4,8%	2,4%	4,5%	2,2%
Taux d'imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit	3,9%	5,4%	4,8%	2,4%	4,5%	2,2%

Evolution physique						
%	Moyenne	2012	2013	2014	2015	2016
Bases nettes	2,5%	3,5%	3,0%	1,5%	3,6%	1,2%
Produit	2,5%	3,5%	3,0%	1,5%	3,6%	1,2%

Taux d'imposition						
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Taux moyen pondéré communal	14,85%	14,86%	14,86%	14,86%	14,92%	14,94%
Taux moyen pondéré syndical *	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux intercommunal	10,21%	10,21%	10,21%	10,21%	10,21%	10,21%
Taux départemental	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux global *	24,46%	24,48%	24,50%	24,51%	24,56%	24,59%

L'évolution physique moyenne atteint 1,2 % (Dynamique démographique due à l'attractivité du territoire).

CET + IFER + TASCOM

Montant en €						
€	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produit TP/CFE interco.	1 793 644	1 790 525	1 819 274	2 137 037	2 420 555	2 466 808
CVAE n-1 part interco.	562 057	586 998	667 709	673 840	828 973	976 240
CET interco.	2 355 701	2 377 523	2 486 983	2 810 877	3 249 528	3 443 048
IFER interco.	200 390	252 490	214 286	171 782	176 510	181 489
CET + IFER interco.	2 556 091	2 630 013	2 701 269	2 982 659	3 426 038	3 624 537
TASCOM	0	255 287	277 537	274 741	267 289	279 699
CET + IFER + TASCOM interco.	2 556 091	2 885 300	2 978 806	3 257 400	3 693 327	3 904 236

Evolution nominale						
%	Moyenne	2012	2013	2014	2015	2016
Produit TP/CFE interco.	6,6%	-0,2%	1,6%	17,5%	13,3%	1,9%
CVAE n-1 part interco.	11,7%	4,4%	13,7%	0,9%	23,0%	17,8%
CET interco.	7,9%	0,9%	4,6%	13,0%	15,6%	6,0%
IFER interco.	-2,0%	26,0%	-15,1%	-19,8%	2,8%	2,8%
CET + IFER interco.	7,2%	2,9%	2,7%	10,4%	14,9%	5,8%
TASCOM	s.o.	s.o.	8,7%	-1,0%	-2,7%	4,6%
CET + IFER + TASCOM interco.	8,8%	12,9%	3,2%	9,4%	13,4%	5,7%

Evolution physique						
%	Moyenne	2012	2013	2014	2015	2016
Produit TP/CFE interco.	5,2%	-1,9%	-0,2%	16,4%	12,3%	0,9%
CVAE n-1 part interco.	10,3%	2,6%	11,7%	0,0%	21,9%	16,6%
CET interco.	6,5%	-0,9%	2,8%	12,0%	14,6%	4,9%
IFER interco.	-3,2%	23,8%	-16,6%	-20,6%	1,8%	1,8%
CET + IFER interco.	5,9%	1,1%	0,9%	9,4%	13,8%	4,7%
TASCOM	s.o.	s.o.	6,8%	-1,9%	-3,6%	3,6%
CET + IFER + TASCOM interco.	7,5%	10,9%	1,4%	8,4%	12,4%	4,7%

L'évolution nominale moyenne atteint 5,7 % (La Zone de la Ménude représente à elle seule 33 % du produit en 2016, soit 1 319 037 €).

FISCALITE C.E.T. 2016 par Commune

COMMUNES	Pdt. TP/CFE grp - 2016	Total parts intercom. IFER - 2016	CVAE part grp - 2015	TASCOM totale - 2016	TOTAL FISCALITE 2016	TOTAL DES PRODUITS CCST 2015	
						En €	Evolution en € hors diffus
PLAISANCE DU TOUCH	1 650 590	10 616	591 685	151 222	2 404 113	2 293 595	110 518
LEGUEVIN	463 017	144 459	134 825	83 262	825 563	829 583	-4 020
LA SALVETAT SAINT GILLES	247 402	21 506	49 200	45 215	363 323	376 560	-13 237
LEVIGNAC	74 047	3 420	10 930	0	88 397	79 762	8 635
LASSERRE	13 891	678	2 785	0	17 354	15 775	1 579
MERENVIELLE	5 800	810	61	0	6 671	6 260	411
PRADERE LES BOURGUETS	8 083	0	1 056	0	9 139	6 041	3 098
SAINTE-LIVRADE	3 978	0	0	0	3 978	3 635	343
Sous-total	2 466 808	181 489	790 542	279 699	3 718 538	3 611 211	
Diffus	0	0	185 698	0	185 698	89 568	
Total	2 466 808	181 489	976 240	279 699	3 904 236	3 700 779	

La Ménude 2016	875 802	0	408 251	34 984	1 319 037
La Ménude 2015	880 330	0	298 346	31 297	1 209 973
Evolution	-4 528	0	109 905	3 687	109 064

La Ménude représente 33.78 % de la totalité du Produit Fiscal des entreprises 2016

NOMBRE D'AUTO-ENTREPRENEURS	402	20,22%	51,16%
NOMBRE DE MICRO-ENTREPRISES	615	30,94%	
NOMBRE TOTAL D'ENTREPRISES	1988		

Dotations Etat (K€)

	2013	2014	2015	2016
→ Dotations de l'Etat	2 425	2 226	1 967	1 667
* DGF 2 234		2 046	1 774	1 503
* Compensation fiscales	191	180	193	164

- Les dotations de l'état amorcent une baisse : parmi elles, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) enregistre une diminution cumulée de - 731 K€ entre 2013 et 2016 dont - 642 K€ représentant les trois premières contributions au redressement des finances publiques 2014-2016.

Contribution au redressement des finances publiques				DGF/HAB			
2014	2015	2016	TOTAL	2013	2014	2015	2016
108 485 €	260 705 €	273 784 €	642 974 €	43,82	38,74	47,57	39,29

• **Autres recettes (K€)**

	2013	2014	2015	2016
→ Autres Recettes	335	316	335	640
* Attribution de Compensation	20	20	20	20
* Atténuation des charges	126	133	165	29
* Encaissement des Régies	33	32	30	32
* Remb des communes pour mutualisation	0	0	25	413
* Produits de Gestion Courantes	156	131	95	146

- L'année 2016 amorce le début des mutualisations de personnel, de service.
- Les autres recettes demeurent stables durant la période 2013-2016 : prestations Caf pour les centres sociaux, les aides d'Eco-Emballages pour le tri des déchets, les régies de recettes, la valorisation des déchets.

➤ **Dépenses d'exploitation :**

En Milliers d'Euros				
	2013	2014	2015	2016
OPERATIONS REELLES DE L'EXERCICE	11 615	11 962	13 062	13 100
(Dépenses de fonctionnement hors frais financiers)				
→ Charges à caractère Général (011)	948	999	1 511	1 498
→ Frais de personnel (012)	4 478	4 491	3 512	3 686
→ Atténuation des produits (014)	3 273	3 408	4 938	4 925
* Attribution de Compensation	1 463	1 651	2 828	2 828
* Dotation de Solidarité Communautaire	1 757	1 757	2 057	2 097
* Reversement conventionnel de Fiscalité (Cne de Fonsorbes)	53	0	53	0
* FPIC - Fonds de Péréquation des ressources communales & intercommunales	0	0	0	0
→ Autres charges de Gestion Courante (65)	2 916	3 064	3 101	2 987
* frais de fonctionnement Elus	186	155	141	143
* Charges DECOSET	2 374	2 630	2 659	2 563
* Autres Participations aux syndicats (Bouconne, SMEAT...)	356	279	301	281
→ Charges Exceptionnelles (67)	0	0	0	4

Entre 2013 et 2016, les dépenses ont subi une augmentation de 1 485 K€ soit +12 %.

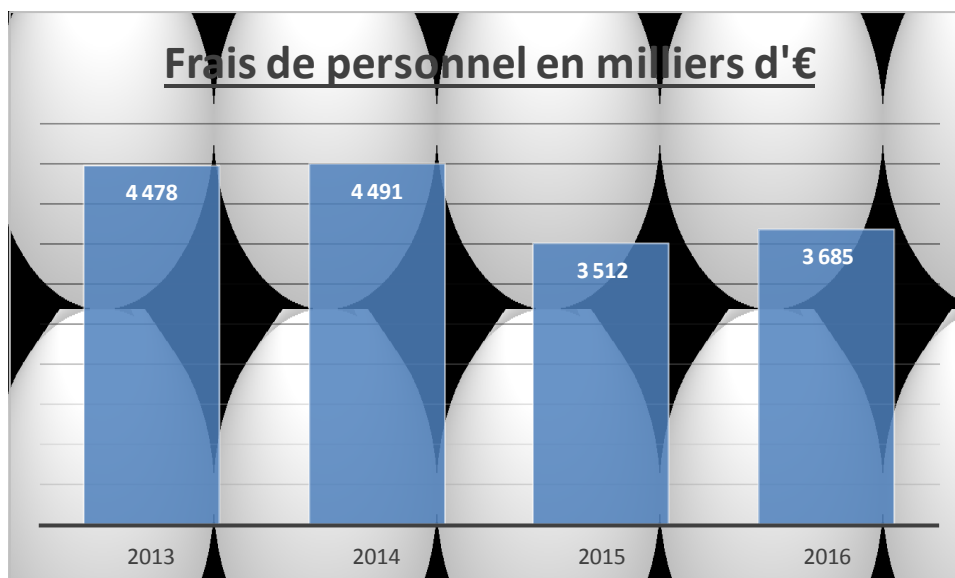
Les variations sont dues essentiellement :

- 1) A l'intégration des travaux d'entretien de voirie en section de fonctionnement
- 2) A l'intégration dans le transfert de charges des mises à disposition du personnel

Evolution des effectifs	déc-13		déc-14		déc-15		déc-16	
	Nbre	ETP	Nbre	ETP	Nbre	ETP	Nbre	ETP
Titulaires	70	69,8	70	69,8	78	77,6	79	78,6
Non titulaires mesualisés	5	3,6	5	3,6	5	4,3	5	4,3
Contrat droit privé et horai	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	75	73,4	75	73,4	83	81,9	84	82,9

Effectifs par catégorie

AU 31/12/2016	TIT	NON TIT	Total
CATEGORIE A	6	0	6
CATEGORIE B	15	3	18
CATEGORIE C	60	52	112



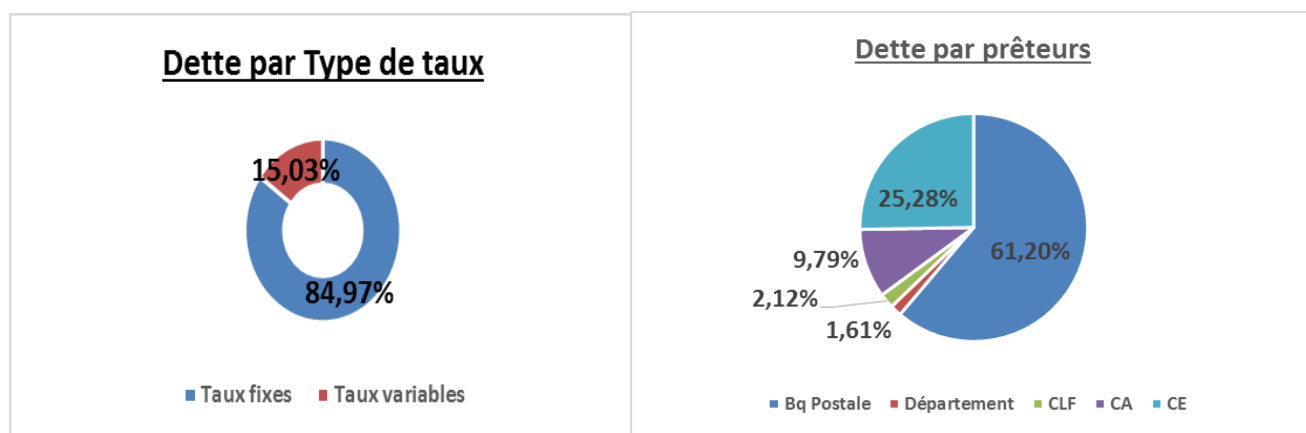
Evolution des frais financiers nets (K€)

- ✓ Enfin, quant aux charges financières, essentiellement composées des intérêts de la dette, elles connaissent une évolution relativement négative due aux faibles taux des prêts à taux variables (Euribor 3 mois).

En Milliers d'Euros				
	2013	2014	2015	2016
Frais Financiers	132	180	157	140

Structure de la dette au 31/12/2016

Au 31 décembre 2016, l'encours de dette est composé de 20 emprunts



➡ **Conséquence** : l'autofinancement dégagé a permis le financement d'une partie des investissements.

Epargne brute et épargne nette :

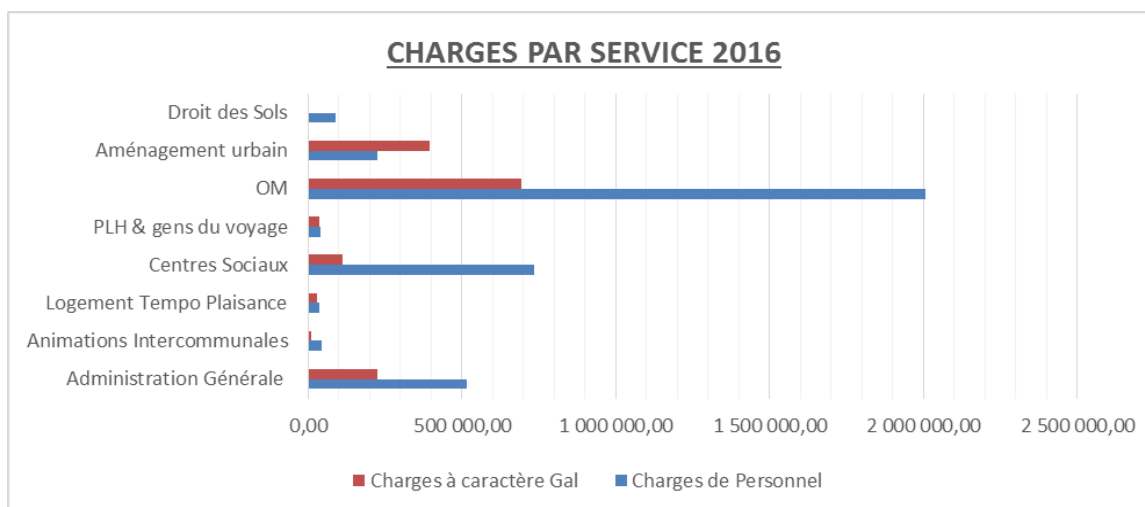
L'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

En milliers d'Euros	2013	2014	2015	2016
Epargne Brute (Recettes réelles de fonctionnement/Dépenses réelles de fonctionnement)	1 860	2 310	1 851	1 901
Epargne Nette (Recettes réelles de fonctionnement/Dépenses réelles de fonctionnement +remboursement Capital de la dette)	1 074	1 413	991	1 042

Comme l'an passé, au regard des comptes administratifs respectifs, la trajectoire financière reste saine malgré un contexte de plus en plus contraint. En termes d'analyse rétrospective, l'autofinancement moyen dégagé (épargne brute ou épargne nette) permet toujours de faire face au remboursement du capital d'emprunt. A partir de l'épargne brute, nous constatons que l'encours de la dette aurait pu être remboursé en 2 ans et demi.

Sous l'effet conjugué du poids des charges structurelles difficilement compressibles (charges de personnel + charges des Syndicats + intérêts), des marges de manœuvre réduites en matière de fiscalité, et de la baisse de la DGF, la situation risque de se dégrader sur le court/moyen terme.



➤ Investissement - Dépenses

La communauté de Communes a conduit un programme d'investissements important entre 2013 et 2016. Les dépenses d'équipement s'élèvent en moyenne à plus de 2500 K€ sur la période 2013-2016.

Le ratio « Dépenses d'équipement / Population » démontre un légère reprise des investissements pour 2016 malgré la conjoncture économique et les diminutions des différentes aides.

	2013	2014	2015	2016
Ratios	97,52	116,14	40,07	63,93

En Milliers d'Euros				
	2013	2014	2015	2016
Dépenses Réelles d'investissement hors remboursement du capital de la dette	3 528	4 220	1 487	2 432
<u>Immobilisations Incorporelles</u> (Chapitre 20)	2	4	11	18
→ Logiciels	0	0	11	18
→ Etudes	2	4	0	0
<u>Acquisitions</u> (Chapitre 21)	468	229	308	234
→ Terrain	149	0	0	0
→ Camion BOM	0	0	175	0
→ Matériel de bureau et informatique, colonnes enterrées...	319	229	133	234
<u>Travaux en Cours</u> (Chapitre 23)	3 031	3 867	1 165	2 174
→ Bâtiments	0	0	6	32
→ Voirie, Trottoirs, Piste Cyclables	3 031	3 867	1 159	2 142
<u>P.U.P</u> (Chapitre 13)	16	110	0	0
<u>Délégation à Maîtrise d'Ouvrage</u> (Chapitre 45)	11	10	3	6

➤ Investissement - Recettes

En Milliers d'Euros				
	2013	2014	2015	2016
RECETTES REELLES DE L'EXERCICE	4 401	4 407	2 612	4 136
<u>Recettes propres d'investissement</u>				
→ FCTVA	389	822	81	621
<u>Subventions</u> (chapitre 13)	517	1 285	371	915
<u>Emprunts</u>	2 500	0	500	1 000
<u>Excédent de Fonctionnement Capitalisé</u>	995	2 300	1 660	1 600

Les ressources propres et externes ont progressé en 2016 malgré le versement des subventions qui fluctue en fonction des opérations et des années.

B – ORIENTATIONS BUDGETAIRES

I SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section fonctionnement est un fonctionnement toujours maîtrisé malgré les contraintes budgétaires subies par la Communauté de Communes.

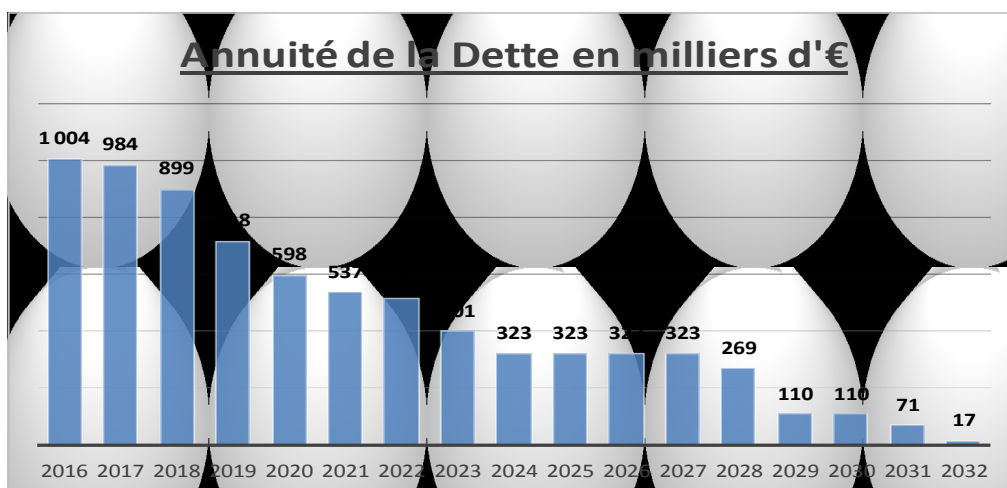
Pour ce qui est des dépenses :

L'évolution des dépenses devrait se caractériser, principalement, par l'entretien croissant des travaux de voirie (fissures et pontages) ainsi que l'externalisation d'une partie de la collecte des déchets.

II SECTION D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre des investissements, l'essentiel représente les travaux de voirie dans le cadre du Pool routier

En Milliers d'Euros	
	2017
Dépenses Réelles d'investissement hors remboursement du capital de la dette	6 144
<u>Immobilisations Incorporelles</u> (Chapitre 20)	57
→ Logiciels	57
→ Etudes	0
<u>Acquisitions</u> (Chapitre 21)	836
→ Terrain Aires Gens du Voyage Légevin/Salvetat	75
→ Camion BOM,	170
→ Matériel de bureau et informatique, colonnes enterrées...	591
<u>Travaux en Cours</u> (Chapitre 23)	5 251
→ Bâtiments	70
→ Voirie, Trottoirs, Piste Cyclables, Ponts	5 181



Le financement des investissements s'effectuera de la manière suivante :

FINANCEMENT	
FTVA	534 €
Subventions+ fds concours	1 247 €
Amortissements	303 €
cession de terrain	149 €
Vir. Partiel du fonctionnement	2 186 €
Résultat antérieur reporté	706 €
Emprunt	1 000 €
TOTAL	6 125 €